

Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/Effets-de-la-dollarisation-sur-les-politiques-sociales-en-Equateur>

Effets de la dollarisation sur les politiques sociales en Équateur

- Les Cousins - Équateur -

Date de mise en ligne : jeudi 10 février 2005

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par le Dr. Carlos Rojas

Fondation ALLI CAUSAI (Équateur)

Données d'Archives OMAL.

Février 2005.

[Leer en español](#)

[<http://www.elcorreo.eu.org/IMG/gif/doc-362.gif>] La dollarisation est un instrument économique qui propose un régime à change fixe, qui maintient des prix stables à court terme, s'attaquant en apparence au problème de l'inflation. Cependant les questions fondamentales telles que l'investissement productif, l'augmentation des postes de travail ou l'augmentation du pouvoir d'achat de la population ne sont pas abordées. À cela s'ajoute la mise en oeuvre de la recette néo-libérale qui impose la diminution des dépenses publiques, la discipline fiscale, l'économie ouverte, le libre marché, la flexibilité, le gel des salaires, l'augmentation du coût des services et la privatisation des entreprises étatiques, qui sacrifient le bien-être social collectif sans obtenir jusqu'à présent l'investissement externe convoité, prétexte à toute cette tragédie.

Dans les mois précédents la dollarisation en Équateur (mars 2000), plusieurs facteurs se combinèrent et précipitèrent le saut dans le vide : instabilité politique, fermeture des crédits de la part des organismes multilatéraux -surtout le FMI-, crise financière avec faillites de plusieurs banques. Notre pays était considéré comme un bateau dans la tempête ayant besoin d'une ancre pour éviter l'hyper-inflation et abaisser les risques dans l'attente de l'investissement extérieur... C'est avec ce discours que l'on décrète la dollarisation.

Le processus a été tellement irrégulier que le cadre légal pour son application a été approuvé trois mois après son exécution effective ; même, les organismes multilatéraux ont été surpris et n'ont pas donné leur aval dans un premier temps. Le coût politique pour le Président Mahuad a été un coup d'État qui l'a destitué, mais n'a pas changé le modèle économique.

Le véritable résultat du processus de dollarisation a été une macro-dévaluation qui a quintuplé le prix du dollar, profitant de manière directe à ceux qui avaient des devises, et nuisant à tous les créanciers de banque qui, par décret, recevaient le cinquième de leur investissement bancaire.

Il est encore possible de supporter cette situation grâce à l'augmentation soutenue du prix du pétrole, à l'apport des exilés économiques en Europe et aux Etats-Unis (à partir de 1995, les remises ont quadruplé les recettes et arrivent en second, après le pétrole, comme source de devises) et à l'oxygène de la dette extérieure qui prolonge l'agonie et, surtout, à l'atomisation des organisations de travailleurs contestataires du modèle.

Les indicateurs d'inflation durant ces trois premières années ne sont pas encourageants, augmentant encore de 30% le coût de la vie, avec des salaires gelés, une instabilité sociale et politique - dépendante de ce qui se passe avec l'économie américaine -, une basse productivité et une diminution croissante dans les exportations agricoles.

90% de la population n'arrive pas au panier familial

Après la période du réformisme militaire des années soixante-dix où l'on a promu des politiques d'investissement social, spécialement dans le développement rural intégral, l'industrialisation substitutive, la réforme de l'éducation et le changement du modèle du service de santé, qui ont donné une amélioration des indicateurs de bien-être social, nous passons des années quatre-vingt au nouveau siècle dans un retour en arrière de l'histoire.

Les niveaux de pauvreté se sont beaucoup amplifiés, avec la diminution des postes de travail et l'augmentation du coût de la vie. La petite bourgeoisie s'est réduite dans les secteurs urbains. Le Gouvernement reconnaît dans ses statistiques que la moitié de la population urbaine subsiste avec moins de 2,7 dollars et 10% avec moins de 1,3 dollars par jour. En zone rurale on se trouve dans une situation historique d'extrême pauvreté, qui maintient 90% de la population dans l'impossibilité d'accéder au panier familial pour survivre. Alors que le coût des frais mensuels (panier familial) est de 378 dollars, le salaire d'un travailleur est d'environ 145 dollars par mois ; les prix ont augmenté en moyenne de 170%.

Les indicateurs macro-économiques situent notre pays parmi ceux qui ont des revenus moyens, ce qui nous exclu de la liste prioritaire d'aide financière (selon des données officielles de la fin de l'an dernier, le PIB de l'Équateur était de 43 800 millions de dollars, le revenu per capita de 1 000 dollars, le niveau d'emploi informel de 42% et le taux de pauvreté de 45%). Seulement, dans ces évaluations, on ne tient pas compte de l'inégalité du partage de ce produit brut interne.

La concentration des revenus dans les mains de 20% de la population s'élève à 73% de ce qui est produit, tandis que les 40% les plus pauvres n'accède qu'à 6.5% du PIB. Cette concentration des revenus est le double par rapport à la moyenne en Amérique Latine. La participation du salaire et du capital nous révèle les mêmes différences : 77% pour le capital et 10,4 pour le salaire. Les éléments de dépenses sociales ont diminué de façon progressive. Ainsi, en 2000 pour chaque dollar du budget national à peine 30 centimes étaient destinés à la santé, à l'éducation et au bien-être social. Sept personnes sur dix n'ont pas d'emploi à temps plein ; 2 sur dix sont au chômage.

La déqualification du pays

Ceci réduit l'horizon des possibilités de la classe moyenne qui est sensiblement touché. L'alternative la plus viable dans ces cinq dernières années a été celle d'émigrer : le tiers de la population économiquement active est disséminée aux Etats-Unis, en Espagne, en Italie, en Amérique du Sud... Ceux qui osent cette aventure ne sont pas les plus pauvres, car elle serait impensable pour eux. Ce sont les secteurs de population avec des niveaux de qualification professionnelle, d'éducation et de travail, qui peuvent couvrir ces frais, qui s'en vont. On estime qu'ils sont 1,5 millions sur un total de 12 ; d'autres sources doublent ces chiffres. L'état équatorien, face à cette immense perte, garde un silence complice, car les remises de fonds maintiennent le modèle d'accumulation capitaliste.

Ce cadre économique explique la situation du développement humain. Dans l'éducation on essaie d'implanter une réforme éducative qui élève les niveaux d'accès, d'apprentissage, de possibilité de travail, d'analphabétisme réel et fonctionnel.

La réduction de ressources budgétaires ne parviennent pas à résoudre la présence massive de travail infantile (800 000 enfants, garçons et filles), avec un caractère majoritairement ethnique (30% d'indiens et d'afro-américains). A peine 10% de la population accède à l'université, dont moins de 1% ce sont des personnes provenant des secteurs ruraux. La moitié seulement de la population termine l'éducation moyenne, dont 8 personnes sur 10 proviennent des villes. 10% de la population, majoritairement féminine et rurale, reste illettré. L'éducation des enfants, qui faciliterait l'intégration des femmes au travail, couvre uniquement 13% de la population.

La santé constitue un des secteurs les plus menacés. Si nous faisons attention à la relation de ses indicateurs avec les conditions de vie et le niveau économique, un profil mixte de maladie apparaît, avec des problèmes hérités historiquement - infections transmissibles - avec une croissance de maladies de la modernité - maladies cardiovasculaires et dégénératives, accidents -.

La plus grande inquiétude vient des problèmes rencontrés dans la population jeune (15-19 ans). Leurs origines

indiquent un très haut niveau de désespoir et d'absence d'horizon futur : les jeunes se refusent à vivre, à donner la vie, à permettre de vivre. Chez les femmes, les premières causes de décès sont les problèmes obstétricaux (avortement), le suicide, les accidents. Chez les hommes, les accidents, l'homicide, le suicide. La mortalité infantile reste, elle aussi, élevée, due à des maladies évitables, à la mortalité maternelle, à des maladies transmissibles aiguës et chroniques comme la tuberculose, la malaria, la dengue, la gastro-entérite.

A peine 25% des personnes d'Équateur sont couvertes par l'assistance de l'Etat ; 92% des ressources pour la santé se trouvent dans les villes, dont les trois quarts dans les trois principales villes. Il y a un processus migratoire des jeunes professionnels vers l'Amérique Latine et l'Europe : durant les cinq dernières années nous avons perdu le quart de nos médecins.

Cadre sociopolitique chronique

Tout ce cadre de crise économique et sociale s'accompagne d'une crise politique qu'expriment les différents courants à l'intérieur des groupes dominants, ainsi que la présence de forts moments de mobilisation de la population. Durant les cinq dernières années nous avons eu deux coups d'État avec des destitutions et des changements à la présidence qui s'accordent peu avec la Constitution. Les changements de ministres sont très fréquents dans le régime, ce qui prive le social d'une politique sur le long terme. La participation électorale est chaque fois moindre ; les autorités sont élues par moins de 30% des électeurs. L'incidence des Forces Armées pour consolider un gouvernement est déterminante. (Actuellement, le président de l'Équateur est Lucio Gutiérrez, qui a accédé à ce poste après les élections du 24 novembre 2002 avec 54,3% des votes face aux 45,6% de son adversaire, le multimillionnaire bananier Álvaro Noboa).

Il est, donc, prioritaire que les secteurs populaires récupèrent leur rôle historique dans la défense des droits consacrés par la loi. Nous ne pouvons pas nous contenter d'une proposition de remplacement exogène de l'État qui aide à démanteler les conquêtes sociales obtenues auparavant. Les actions doivent amener à reconstruire les organisations urbaines et rurales et à permettre que les actions concernant l'éducation, la santé, le bien-être social, etc. se constituent en moyens générateurs d'unité, développent la connaissance critique de la réalité, étayent la mobilisation interne afin qu'elle se renforce pour faire face aux politiques néo-libérales.

Il devient nécessaire que les communautés reprennent confiance dans leurs organisations, à la condition que l'on puisse en ressentir les bénéfices dans leur pratique concrète. Aujourd'hui, il est indispensable que les organisations populaires interviennent dans les domaines de la santé, de l'éducation, du bien-être social... en cherchant à changer l'intérieur des structures de l'État. Y compris, d'effectuer des propositions parallèles qui servent d'exemple, pour que l'on puisse mesurer le potentiel d'un travail collectif associé à un appui technique et scientifique.

Cela requiert un débat permanent au sein de chaque organisation qui permette de surmonter la confusion engendrée par la coparticipation avec l'État, de diffuser et d'enrichir la pensée des travailleurs liée à la défense de leurs droits ainsi que la politique pour les mettre en oeuvre, et l'élaboration d'une analyse profonde de la réalité nationale qui dépasse l'éparpillement et élève le discours aux problèmes fondamentaux de la nation.

Avec une action d'ensemble dans les secteurs sociaux on fortifie l'unité des travailleurs de la campagne et de la ville, on fait en sorte que les organisations établissent des accords politiques s'accompagnant de propositions de bénéfice mutuel dans le cadre productif, culturel, éducatif, sanitaire. L'unité cesse alors d'être un mot d'ordre et devient une transformation sociale en présence.

[<http://www.elcorreo.eu.org/IMG/gif/doc-361.gif>] Traduction pour El Correo de : Thomas Solorzano